

# Chapitre 3

## Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques depuis l'affaire Dreyfus

### Table des matières

<b>1 Médias de masse et crises politiques de 1870 à 1918</b>	<b>3</b>
1.1 Le développement de la presse . . . . .	3
1.2 La presse et l’Affaire Dreyfus . . . . .	4
1.3 Les journaux pendant la Première Guerre mondiale . . . . .	4
<b>2 Les médias de 1918 à 1944</b>	<b>5</b>
2.1 L’essor de la radio et du cinéma . . . . .	5
2.2 La presse et le 6 Février 1934 . . . . .	5
2.3 La "guerre des ondes" pendant la Seconde Guerre mondiale . . . . .	5
<b>3 Les médias de 1944 à 1974</b>	<b>6</b>
3.1 La presse écrite à la Libération . . . . .	6
3.2 L’audiovisuel sous le contrôle de l’État . . . . .	6
3.3 La crise de Mai 1968 . . . . .	7
<b>4 La société de communication</b>	<b>7</b>
4.1 La libération de l’audiovisuel . . . . .	7
4.2 L’irruption d’Internet . . . . .	8
4.3 Quel avenir pour la presse ? . . . . .	8

## Chronologie

### Médias

---

- 1881 : Loi sur la liberté de la presse.
- 1921 : Première émission de radio.
- 1944 : Création du journal "Le Monde".
- 1944 : Création de l'A.F.P.
- 1949 : Premier journal télévisé.
- 1949 : Naissance de la R.T.F. (monopole de l'Etat sur l'audiovisuel)
- 1964 : La R.T.F. devient l'O.R.T.F.
- 1974 : Fin du monopole de l'O.R.T.F.
- 1982 : Apparition des radios libres.
- 1992 : Ouverture d'Internet.
- 2004 : Naissance de *Facebook*
- 2006 : Naissance de *Twitter*
- 2011 : 58 millions d'internautes en France.

### Histoire politique de la France et grandes crises politiques

---

#### 1870-1940 : III<sup>e</sup> République

- 1892 : Scandale de Panama.
- 1894-1899 : Affaire Dreyfus.
- 1934 : Émeute de l'extrême-droite le 6 Février.

#### 1940-1944 : Régime de Vichy.

- 1940 : Le 10 juillet, les parlementaires votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

#### 1944-1946 : La France libérée est dirigée par le GPRF.

#### 1946-1958 : IV<sup>e</sup> République.

- 1946 : Défaite française de Dien Bien PHU et fin de la guerre d'Indochine.
- 1954 : Début de la guerre d'Algérie.
- 1958 : Révolte des Français d'Algérie (le 13 Mai).

#### 1958 : Début de la V<sup>e</sup> République.

- 1961 : Putsch des généraux d'Alger contre De Gaulle.
- 1965 : Aux élections de 1965, De Gaulle est mis en ballottage.
- 1968 : Mouvement contestataire de Mai-Juin 1968.
- 2002 : Le Front National présent au second tour de la présidentielle (21 Avril).

## Introduction

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la France poursuit sa marche vers la démocratie. En 1848, le suffrage universel masculin est établi. En 1881, la liberté de la presse devient une réalité. L'opinion publique devient alors un acteur majeur de la vie politique. Les médias qui se développent (journaux, radio, télévision, cinéma...) informent toujours plus précisément le citoyen et l'aident à se forger une opinion. Les médias peuvent aussi influencer l'opinion publique et déclencher des crises politiques.

C'est pourquoi, tous les gouvernements cherchent à contrôler l'opinion et les médias surtout lors des crises politiques : lors de l'Affaire Dreyfus, du 6 Février 1934, de Mai 1968...

## 1 Médias de masse et crises politiques de 1870 à 1918

### 1.1 Le développement de la presse

---

En 1870, après la défaite de Sedan, les Parisiens se soulèvent et font proclamer la République. Le nouveau régime se met en place après le traité de Francfort. Les députés sont à majorité royaliste et ils choisissent en 1873 un président monarchiste, Mac-Mahon, qui a dirigé la répression de la Commune de Paris. Ce dernier impose une politique d'ordre moral avec la restriction des libertés. Il espère restaurer la monarchie.

Les républicains, sous la direction de Jules Ferry et de Léon Gambetta mènent une intense campagne dans tout le pays et ils gagnent les classes moyennes et les paysans à la République. A partir de 1875, la République s'enracine. Mac-Mahon se retire en 1879 et les républicains appliquent leurs idées démocratiques.

La loi de 1881 affirme la liberté de la presse. Une seule déclaration préalable (et non plus une autorisation préalable) suffit pour créer un journal. Les délits de presse sont limités et le droit de réponse est affirmé. Les fausses nouvelles peuvent être poursuivies uniquement si on peut prouver leur caractère intentionnel. Ce régime très libéral permet une multiplication des journaux (79 à Paris, 257 en province). Ce succès s'explique aussi par d'autres facteurs :

- les progrès techniques (rotatives) qui font baisser le prix des journaux
- les chemins de fer qui acheminent plus vite les journaux
- le développement de l'instruction qui fait reculer l'analphabétisme.

On trouve deux sortes de titres :

- une presse d'information neutre et qui a un grand tirage (Le Petit Journal, Le Petit Parisien).
- une presse d'opinion qui est engagée et qui participe au débat politique : L'Humanité de Jaurès (socialiste), L'Aurore de Clemenceau, La Croix (catholique), La Libre Parole de Drumont (antisémite). De nombreux hommes politiques influents possèdent un journal pour mettre en valeur leur action.

Les opposants à la République usent abondamment de la nouvelle liberté de la presse et créent de nombreux journaux d'opinion comme L'Action Française de Charles Maurras (royaliste).

La presse rend compte de tous les débats au Parlement. Pour gagner des lecteurs, les journaux couvrent les faits divers, publient des feuilletons, des caricatures, des

photographies (Npierce et Daguerre ont inventé la photographie). Ils s'abonnent à des agences de presse (en 1835, Charles Havas a inventé la première agence de presse).

La presse devient un enjeu . De nombreux titres sont financés par des groupes économiques pour servir leurs intérêts. La presse est alors victime d'une corruption endémique. En 1892, éclate le scandale de Panama. De nombreux épargnants qui ont acheté des actions de la Compagnie du Canal de Panama sont ruinés. On découvre que la Compagnie a acheté des journalistes et des députés pour inspirer confiance aux épargnants

## **1.2 La presse et l'Affaire Dreyfus**

---

En 1894, on découvre qu'un officier français espionne au profit de l'Allemagne. Le capitaine Dreyfus est arrêté, dégradé, condamné et déporté. Comme la France aspire à la revanche contre l'Allemagne, la presse s'intéresse de près au sujet mais elle le traite comme un simple fait divers. Cependant, l'Affaire Dreyfus va devenir un scandale d'État et une bataille franco-française. En 1898, dans le journal "*l'Aurore*", Émile Zola publie une lettre ouverte au président de la République : "*J'accuse*" (200 000 exemplaires). Il accuse l'armée d'avoir fabriqué un faux document, d'avoir condamné un innocent et d'avoir protégé par corporatisme un coupable. Deux Frances s'affrontent alors et le combat a lieu dans la presse. Les antidreyfusards soutiennent l'armée ("*l'arche sainte*") au nom de la raison d'Etat. La Libre Parole et L'Action Française se déchaînent contre les Juifs qui représentent "*l'anti-France*".

Les intellectuels dreyfusards (Clemenceau, Péguy...) veulent défendre les droits de l'homme et réparer une injustice. Ils fondent la Ligue des Droits de l'Homme. Grâce à leur combat, Dreyfus sera gracié puis réhabilité.

## **1.3 Les journaux pendant la Première Guerre mondiale**

---

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, l'État impose la censure à la presse. Les journaux ont interdiction de publier les informations militaires ou les mauvaises nouvelles. La presse est invitée par patriotisme à participer à la propagande : faire croire aux civils que tout se passe bien au front et que la victoire est proche. Les articles deviennent grotesques : on affirme même que les balles allemandes traversent les corps français sans causer de blessures. Les journaux encouragent les civils à accepter les cadences des usines et le rationnement, à participer aux emprunts de défense nationale.

Face à ce bourrage de crâne, les *poilus* fabriquent des journaux de tranchées artisanaux et satiriques. Le journal de Clemenceau, *L'Homme Libre*, est censuré. Le *Tigre* en crée un autre : *L'Homme Enchaîné*. En 1915, des journalistes, excédés par les mensonges, fondent *Le Canard enchaîné*. Ce journal peut s'exprimer librement à condition de ne pas nuire à l'effort de guerre.

## 2 Les médias de 1918 à 1944

### 2.1 L'essor de la radio et du cinéma

---

Durant les années 1920, la France victorieuse honore ses morts et panse ses plaies. La reconstruction assure le plein emploi. Le nombre de titres baisse en raison de l'apparition de nouveaux concurrents : la radio et le cinéma. La radio se développe à partir de 1922. Des stations privées apparaissent (*Radiola*, *Radio-PTT*). Mais l'État prend le contrôle de la radio en rachetant Radio-Paris en 1933). Les Français qui se méfient depuis la guerre des journaux, plébiscitent le nouveau média. La radio diffuse en direct les matchs de foot et elle permet l'apparition des premières célébrités (Tino Rossi). En 1932, 10 % des Français ont un poste de radio ; ils sont 56 % en 1939.

Le cinéma connaît un essor spectaculaire (5 000 salles en 1939). En 1929, il devient sonore. Dans les salles obscures, on diffuse des actualités avant le film.

### 2.2 La presse et le 6 Février 1934

---

A partir de 1931, la France est frappée par la crise économique mondiale qui a commencé en 1929 aux États-Unis. Les exportations baissent et le chômage monte en flèche.

Le pays connaît aussi une crise politique. L'instabilité ministérielle empêche toute action efficace contre la crise. Les hommes politiques sont mêlés à des scandales financiers (celui d'Alexandre Stavisky). Des ligues d'extrême-droite (*les Croix de Feu...*) s'attaquent au parlementarisme, aux immigrés, aux Juifs. . .

La presse (*Gringoire*) participe aux débats avec une grande violence et elle multiplie les attaques personnelles (suicide du socialiste Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front Populaire).

Le 6 Février 1934, après la mort de Stavisky, les ligues appellent dans la presse à manifester pour empêcher l'investiture de Daladier.

La manifestation se termine en émeute (15 morts, 1 500 blessés). La radio, sur ordre du gouvernement transforme les faits : elle gomme le côté politique de la manifestation et présente les manifestants comme des voyous. Devant l'ampleur des violences, Daladier à peine investi démissionne. La rue et la presse d'extrême-droite ont fait vaciller la République.

### 2.3 La "guerre des ondes" pendant la Seconde Guerre mondiale

---

En Septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne qui a attaqué la Pologne. Le gouvernement rétablit la censure sur les médias et il crée le ministère de l'Information. Lorsque la défaite est inéluctable, Pétain annonce à la radio aux Français qu'il va demander l'armistice. Le 18 Juin, c'est sur les ondes de la B.B.C. que De Gaulle lance son appel à résister.

La radio devient un enjeu. En zone Nord, les Allemands ferment tous les journaux et ils font de Radio-Paris leur principal outil de communication. En zone libre, les médias doivent glorifier l'action de Pétain. A Londres, la B.B.C. crée des programmes en 45 langues pour combattre le nazisme. De Gaulle, qui possède des moyens militaires limités utilise la radio pour se faire connaître des Français et donner ses consignes à la Résistance intérieure. La propagande de Vichy brocarde sans cesse le "*Général-micro*".

En Novembre 1942, à la suite du débarquement des Anglo-américains au Maghreb, Hitler envahit la zone sud. De 1942 à 1944, toute l'information en France est sous le contrôle des nazis. La presse doit vanter la collaboration avec l'Allemagne et de nombreux journaux ouvrent leurs colonnes aux écrivains collaborationnistes (Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach...).

Face à cette désinformation, les résistants publient (avec l'aide financière de Londres) leurs propres journaux : "Combat" d'Henri Fresnay, "Les Lettres Françaises" de René Char. De Gaulle fait préparer en France une radio qui se met à émettre dès que les Parisiens se révoltent en Août 1944.

## 3 Les médias de 1944 à 1974

### 3.1 La presse écrite à la Libération

---

Dès que la France est libérée, la liberté de la presse est rétablie. La presse écrite connaît alors un nouvel âge d'or avec la création de nouveaux titres issus de la Résistance ("France-Soir"...). Avec le soutien de De Gaulle, Hubert Beuve-Méry crée "Le Monde". Certains journaux sont interdits notamment "Le Temps" qui avait entre autres soutenu les Accords de Munich (1938).

L'État crée l'A.F.P. (Agence France-Presse) pour donner à tous les médias une information égale et impartiale.

Le gouvernement met en place des dispositifs de soutien à la presse (afin de la soustraire à l'influence des puissances d'argent). Les journaux sont aidés financièrement ; leur fiscalité est allégée et le papier est subventionné. Mais, peu à peu, la presse quotidienne commence son déclin en raison de la concurrence de la télévision mais aussi de l'audience des hebdomadaires très engagés politiquement comme "L'Express" (1953), "France Observateur" (1954). Ces nouveaux titres, qui imitent les magazines américains et qui s'adressent à un public cultivé, dénoncent notamment l'attitude de l'armée française en Algérie. Le public affectionne aussi les magazines qui offrent des reportages et des photographies (Paris-Match).

### 3.2 L'audiovisuel sous le contrôle de l'État

---

Si la presse écrite est libre de s'exprimer, l'État impose un contrôle étroit de l'audiovisuel : sur la radio et sur la télévision qui commence son ascension à partir de 1947 (en 1949, apparaît le journal télévisé). L'État crée alors un organisme de contrôle de l'audiovisuel : la R.T.F. (Radiodiffusion Télévision Française). Pour justifier son attitude, il met en avant l'obligation de neutralité du service public. Les hommes politiques ne peuvent plus s'exprimer sur l'audiovisuel qui devient "Voix de la France" et l'instrument de la communication gouvernementale. La presse écrite se satisfait de cette situation ; tout d'abord, les médias publics ne diffusent pas de publicité et de plus comme ils sont censurés, les Français pour être bien informés se tournent vers les journaux.

Cependant, ce monopole est peu à peu écorné par les radios périphériques (RTL, Europe 1) dont les sièges sont hors de France. Ces radios s'adressent principalement aux jeunes (les "baby boomers") et elles diffusent de la musique rock.

Le Général De Gaulle, revenu au pouvoir, considère que la radio et la télévision doivent relayer la position du gouvernement. Il construit la Maison de la Radio à Paris et remplace la R.T.F. par l'O.R.T.F. (Office de Radiodiffusion Télévision

Française). L'audiovisuel est étroitement surveillé par le ministre de l'Information. Il permet au Chef de l'État de s'adresser aux Français par-dessus les corps intermédiaires qu'il n'aime guère. Pendant la guerre d'Algérie, De Gaulle impose la censure aux journaux d'Algérie mais aussi de France. La police saisit régulièrement les éditions des journaux de gauche.

De Gaulle use abondamment des médias pour gouverner. Ses conférences de presse, ses allocutions, ses voyages en province sont retransmis par les médias audiovisuels.

En 1961, les généraux d'Alger organisent un coup d'État contre lui. Il désamorce la crise en s'adressant par la radio aux appelés du contingent. Ces derniers (qui possèdent des transistors) refusent de suivre les putschistes dont le projet échoue.

Mais, le contrôle des médias ne garantit pas la victoire. Aux élections présidentielles de 1965, le Général, sûr de lui, offre son temps d'antenne à ses adversaires qui en profitent pour se faire connaître. De Gaulle se retrouve en ballottage et pour le second tour, pour l'emporter contre Mitterrand, il accepte pour la première fois de répondre aux questions de journalistes à la télévision.

### **3.3 La crise de Mai 1968**

---

En 1968, la jeunesse se révolte pour obtenir plus de liberté. Elle dénonce surtout le contrôle de l'État sur les médias. De nombreux journalistes de la radio et de la télévision rejoignent les manifestants. Malgré son contrôle sur les médias français, le gouvernement ne peut museler l'information. La radio périphérique "RTL" dont l'émetteur est situé au Luxembourg joue un rôle majeur. Elle retransmet les événements en direct et donne la parole aux contestataires. L'École des Beaux-Arts participe au combat en faveur de la liberté des médias en éditant des affiches qui resteront célèbres.

Après avoir cherché du soutien auprès des troupes françaises d'Allemagne, De Gaulle reprend le contrôle de la situation par un discours radiodiffusé. 200 journalistes de l'O.R.T.F. sont licenciés.

Cependant, après le NON au référendum de 1969, De Gaulle se retire de la vie politique. Son successeur, Pompidou, ne change rien à la situation des médias.

Mais, à partir de 1974, le paysage audiovisuel va connaître d'importants changements.

## **4 La société de communication**

### **4.1 La libération de l'audiovisuel**

---

Le nouveau président Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) opère d'importantes réformes. Pour écarter ses adversaires gaullistes et socialistes, il supprime l'O.R.T.F. et le remplace par 7 sociétés autonomes (TF1, Antenne 2, FR3, INA, SFP, Radio-France...). Mais le pouvoir politique continue à nommer les présidents des chaînes. La libération des ondes va venir de la radio. Contre le monopole public, des radios pirates apparaissent. En 1982, François Mitterrand autorise les radios libres sur la bande FM.

Les radios deviennent des entreprises privées qui doivent dégager des profits. Elles ont troqué la tutelle de l'État pour une autre autrement plus lourde : celle de l'audimat. La gauche crée de nouvelles télévisions : Canal Plus, La Cinq, TV6.

En 1987, le Premier Ministre Jacques Chirac privatise TF1.

Les satellites se multiplient et l'offre médiatique explose : TNT, câble, satellite, bouquets numériques...

## 4.2 L'irruption d'Internet

---

L'apparition d'Internet à partir de 1992 a de grandes conséquences sur le monde des médias. Les médias traditionnels s'adaptent en créant des sites Internet. Les radios se lancent dans le « podcast » et les télévisions développent le "replay".

Des infomédiaires (*Google, Facebook,...*) deviennent des acteurs incontournables.

La presse écrite, qui avait accueilli Internet avec enthousiasme, espérant réduire ses coûts et attirer de nouveaux lecteurs doit rapidement déchanter. Les infomédiaires accaparent rapidement l'essentiel de la publicité et des petites annonces et ils privent les journaux de recettes vitales. Les géants du Web qui conservent des informations très précises sur les internautes attirent plus facilement les annonceurs. *Google* est devenu la principale porte d'entrée d'Internet. Il crée en 2002 *Google News* et utilise gratuitement des "contenus" qu'il n'a pas créés, le tout en ne payant quasiment pas d'impôts grâce à sa stratégie d'optimisation fiscale. Les journaux engagent des poursuites judiciaires et le géant américain accepte (généreusement!) de créer un fond pour l'innovation numérique de la presse (60 millions d'euros!).

Le déclin de la presse écrite s'accélère. Les journaux multiplient les plans sociaux. D'autres deviennent des pure players : ils ne sont disponibles que sur Internet (*La Tribune, Metronews,...*).

## 4.3 Quel avenir pour la presse ?

---

De grands groupes économiques se mettent à racheter des journaux ou des radios ; ainsi, le groupe LVMH a racheté *Le Parisien, Les Echos* et *Radio Classique*.

Mais ce sont les opérateurs télécoms qui s'intéressent le plus aux médias. Xavier Niel patron de *Free* a investi dans *Le Monde* et *L'Express* et *SFR-Numéricable* est devenu propriétaire de *Libération*, de *L'Express*, de *L'Expansion*, de *BFM-TV* et de *RMC*. Ces entreprises veulent enrayer la chute des abonnements, fidéliser leurs clients et récupérer la publicité captée par les GAFA (*Google, Apple, FaceBook* et *Amazon*). Ils rachètent ou créent des médias pour proposer à leurs abonnés des offres toujours denses.

Ces opérations capitalistiques menacent la liberté éditoriale des rédactions et la qualité des contenus. Or, une presse indépendante et ayant les moyens de mener des enquêtes est indispensable dans une démocratie. La solution viendra peut-être d'Internet et des journaux en ligne. Le site gratuit *Rue 89* n'a pas pu atteindre l'équilibre financier ; en revanche, *Mediapart* qui a fait de choix de faire payer l'information est devenu rentable.

## Conclusion

La démocratie a permis le développement spectaculaire des médias. Entre 1881 et les années 2000, le paysage médiatique n'a pas cessé de se diversifier. Le "4<sup>e</sup> pouvoir" a joué un rôle majeur, notamment dans les périodes de crise politique.



Aujourd'hui, on assiste à une défiance importante des citoyens à l'égard de leurs moyens d'information. La course à l'audience et la (supposée) complaisance vis-à-vis du pouvoir politique ont amoindri leur crédibilité. L'avenir est peut-être dans le développement des médias sur le "Web".

**Pour approfondir ce cours :**

Regarder le documentaire "*La libération des ondes*" (diffusé par LCP, Docs ad hoc).